

Les dépenses de Bâtiment et de Travaux Publics des collectivités territoriales

SOMMAIRE

01 La commande publique locale pour le BTP en 2024

Avec une progression de 5,9% sur une année, les dépenses Bâtiment et Travaux Publics des collectivités territoriales atteignent 51,9 milliards d'euros en 2024. [p. 3](#)

Quelques régions en baisse pour les dépenses de Travaux Publics, la tendance demeure toutefois à une hausse pour les deux segments. [p. 4](#)

Les dépenses par habitant, de 758€ en France en 2024, s'établissent au-dessus de leur moyenne de longue période pour toutes les régions. [p. 5](#)

02 Les prévisions budgétaires pour 2025

84,4 milliards d'euros d'investissement BTP sont prévus en 2025 par les collectivités territoriales, en hausse de 1,5%. [p. 6](#)

Des divergences émergent dans les régions concernant les évolutions des prévisions en 2025. Les replis se révèlent contenus, particulièrement pour le Bâtiment. [p. 7](#)

Méthodologie

Cette plaquette a été réalisée sur la base des travaux du Réseau des CERC effectués à partir des données comptables transmises par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) du Ministère de l'économie et des finances. Les dépenses BTP 2024 des collectivités territoriales sont évaluées à partir des données d'exécution budgétaire 2024 centralisées au 31 mai 2025 par la DGFIP. Les dépenses prévisionnelles BTP 2025 sont évaluées à partir des budgets prévisionnels des collectivités territoriales centralisés au 31 mai 2025 par la DGFIP. Les EPIC, tels que la Société du Grand Paris, ne sont pas compris.

Les champs couverts par l'étude sont les suivants :

- au niveau géographique : France entière (France métropolitaine + DROM)
- au niveau sectoriel : Bâtiment et Travaux Publics
- au niveau du type de collectivités : conseils régionaux, conseils départementaux, communes, EPCI, syndicats.
- au niveau comptable : ensemble des lignes budgétaires (budget principal et budget annexe) relatives aux dépenses d'équipement et d'entretien de bâtiment et travaux publics
- au niveau du type de dépenses : dépenses en maîtrise d'ouvrage directe

BILAN 2024

Avec une progression de 5,9% sur une année, les dépenses Bâtiment et Travaux Publics des collectivités territoriales atteignent 51,9 milliards d'euros en 2024



Une nouvelle année de hausse des dépenses BTP pour un maximum historique à 51,9 milliards d'euros d'investissement

Depuis le début du cycle municipal en 2020, les dépenses BTP des collectivités territoriales ont systématiquement augmenté d'une année sur l'autre. 2024 marque ainsi la 4^{ème} année consécutive de hausse. Toutefois, un effet prix est venu perturber les analyses sur cette période avec une inflation marquée. Si la croissance des montants demeure d'actualité en 2024, l'inflation ralentit sensiblement. Par ailleurs, le montant de 51,9 milliards d'euros devient le plus élevé enregistré historiquement, et le premier au-dessus des 50 milliards d'euros.

Investissements de la Société des Grand Projets

Aux 51,9 milliards d'euros de dépenses BTP réalisées en 2024 par les collectivités territoriales en France, s'ajoutent celles liées au Grand Paris. Elles sont portées par des opérateurs tels que la Société des Grands Projets, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le budget 2024 est estimé à 5,4 milliards d'euros. Ce montant correspond à la projection réalisée dans le cadre du projet de loi de finance, il ne s'agit pas des dépenses effectivement réalisées.

Une croissance marquée pour les communes et les groupements à fiscalité propre

La hausse des dépenses BTP constatée en 2024 se révèle portée pour l'essentiel par les groupements à fiscalité propre (+11,1% de dépenses par rapport à 2023) et les communes (+7,9%). La part des communes dans le total des investissements s'établit à 40,8%, en hausse de 0,8 point par rapport à l'année précédente. Les groupements à fiscalité propre représentent désormais 25,7% des dépenses (+1,2 point).

Les réalisations s'avèrent relativement stables pour les syndicats (+1,1%) et les départements (+0,7%). Ces maîtres d'ouvrages représentent respectivement 13,2% et 14,9% des dépenses BTP de l'ensemble des collectivités territoriales.

Constituant le seul maître d'ouvrages dont les dépenses BTP ont reculé en 2024, les régions affichent une baisse de 4,3%. Toutefois, elles ne représentent que 5,4% du total (-0,6 point par rapport à 2023).

Bâtiment et Travaux Publics en hausse dans des proportions différentes

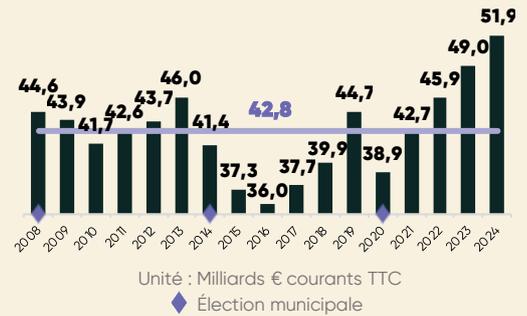
Suivant la tendance générale, les dépenses des collectivités territoriales progressent pour le Bâtiment comme pour les Travaux Publics. Plus marquée pour le segment du Bâtiment, la hausse se chiffre à 7,9% pour un montant de 25,1 milliards d'euros. 2024 constitue en outre la 4^{ème} année consécutive d'augmentation, depuis 2020.

Avec 26,8 milliards d'euros en 2024, les investissements dans les Travaux Publics témoignent d'une progression de 4,1%. À l'instar du Bâtiment, 2024 devient le 4^{ème} exercice haussier de rang.

La part des Travaux Publics dans l'ensemble des dépenses BTP s'établit à 51,6% pour 2024, en baisse de 0,9 point par rapport à l'année précédente et plus généralement légèrement inférieure à la moyenne.

Traitements : Réseau des CERC/GIE Réseau des CERC | Source : DGFIP

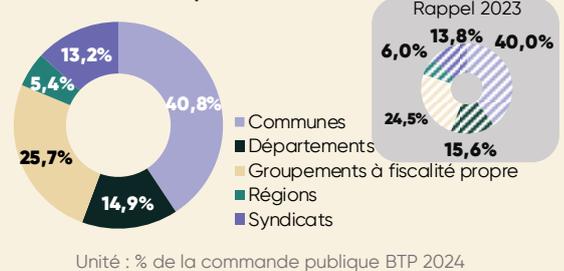
Évolution des dépenses BTP des collectivités territoriales...



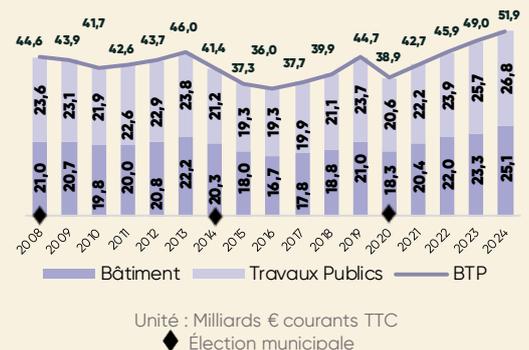
Plus spécifiquement en 2024 :



Répartition en 2024 :



...Bâtiment/Travaux Publics :



BILAN 2024

Quelques régions en baisse pour les dépenses de Travaux Publics, la tendance demeure toutefois à une hausse pour les deux segments

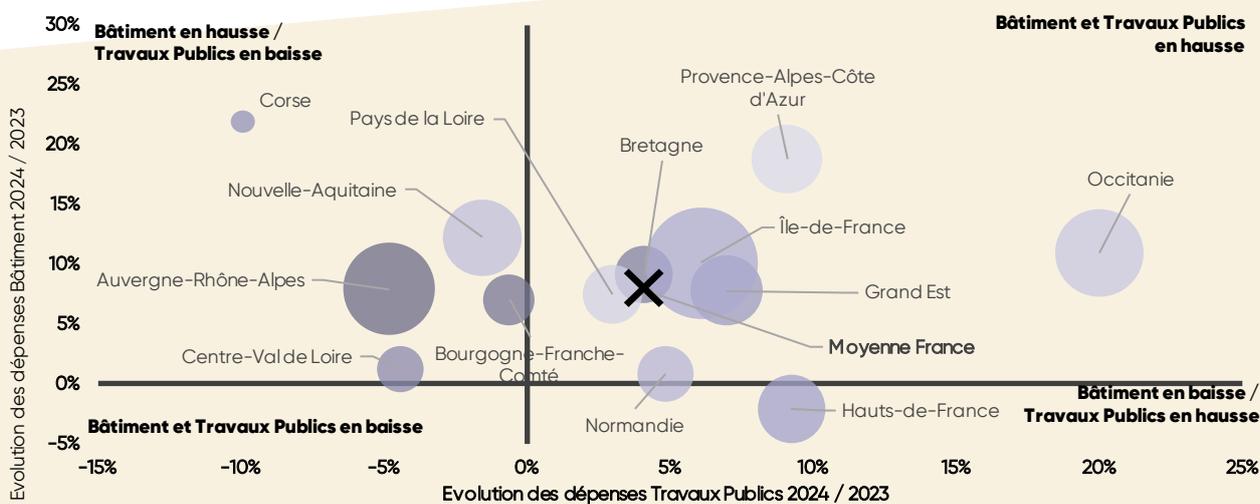
Sur l'ensemble de la France métropolitaine, sept régions connaissent une hausse des dépenses pour le Bâtiment comme pour les Travaux Publics

L'Occitanie enregistre en 2024 la plus forte hausse sur le segment des Travaux Publics : +20%, loin devant la région suivante (Hauts-de-France à + 9,3%). Plusieurs régions affichent un recul, atteignant jusqu'à -4,8% en Auvergne-Rhône-Alpes et -4,4% en Centre-Val de Loire (si l'on

excepte la Corse). Du côté du Bâtiment, seuls les Hauts-de-France connaissent un repli des dépenses des collectivités territoriales (-2,1%). Hors Corse, les croissances les plus marquées concernent Provence-Alpes-Côte d'Azur, Nouvelle-Aquitaine et Occitanie, avec

respectivement +18,8%, +12,2% et +11%. Plus généralement, sept régions suivent la tendance nationale avec à la fois une croissance des dépenses pour le Bâtiment et pour les Travaux Publics. Aucune ne connaît un repli simultané sur les deux secteurs.

Plus spécifiquement en 2024, évolutions régionales Bâtiment/Travaux Publics



Unité : % d'évolution 2024/2023 - Taille des bulles proportionnelles aux dépenses BTP des collectivités territoriales en 2024

Traitements : Réseau des CERC/GIE Réseau des CERC | Source : DGFIP

Retrouvez les analyses régionales auprès des CERC - Coordonnées en page 8

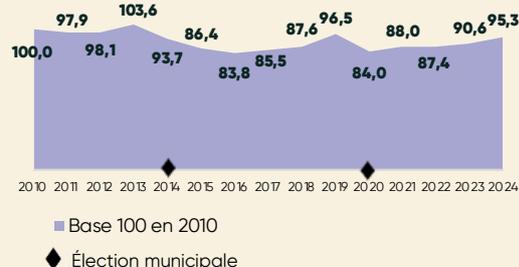
Le volume de travaux engendrés par les dépenses des collectivités progresse de 5,2% en 2024

L'inflation majeure des dernières années a fortement perturbé l'analyse des investissements. Les hausses enregistrées se trouvent ainsi très atténuées entre 2021 et 2023. Pour l'année 2024, le net ralentissement de l'inflation permet de retrouver une cohérence entre les évolutions en valeur et en volume.

En termes de méthodologie, le déflateur utilisé est la moyenne des index BT 01 (Bâtiment) et TP 01 (Travaux Publics), de janvier à décembre, pondérée selon le poids relatif de chaque segment dans les dépenses 2024. La base a été fixée à 100 pour 2010. À la lecture, les valeurs n'ont pas de sens intrinsèque mais doivent être interprétées uniquement en évolution ou comparaison.

Évolution des dépenses BTP des collectivités territoriales en volume

Déflateur utilisé : moyenne des indices BT 01 et TP 01 sur l'ensemble de l'année, base 100 en 2010



BILAN 2024

Les dépenses par habitant, de 758€ en France en 2024, s'établissent au-dessus de leur moyenne de longue période pour toutes les régions

Un nouveau montant record pour les dépenses par habitant

Ramenées au nombre d'habitants, les dépenses BTP progressent de nouveau et atteignent un niveau record de 758€ par individu. Après quatre années consécutives de croissance, le niveau de 2024 s'inscrit 181€ au-dessus du niveau de 2020 et 113€ au-dessus de la moyenne historique.

Dans toutes les régions, les dépenses par habitant dépassent leur niveau moyen, avec de nettes différences dans certaines régions

À l'exception de la Corse, les dépenses BTP par habitant les plus élevées en moyenne (2008 à 2024) se trouvent dans la région Occitanie avec 747€ par habitant, suivie d'Auvergne-Rhône-Alpes (729€) et de Nouvelle-Aquitaine (649€). Deux régions affichent des dépenses moyennes inférieures à 600€ par habitant : Hauts-de-France (554€) et Centre-Val de Loire (591€).

Pour 2024, une dynamique se retrouve dans toutes les régions : les dépenses de l'année dépassent la moyenne de longue période (calculée depuis 2008). Au minimum, l'écart s'établit à une cinquantaine d'euros par habitant (Pays de la Loire, Centre-Val de Loire et Hauts-de-France). En Occitanie, les dépenses BTP, de 984€ par habitant en 2024, s'établissent 237€ au-dessus de leur moyenne historique. En Île-de-France, cette différence atteint 168€ (784€ par habitant en 2024 pour une moyenne historique de 616€).

De grosses divergences sur les niveaux de dépenses entre les départements

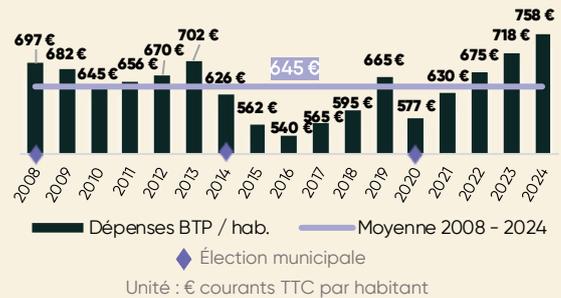
En moyenne de 2008 à 2024, les dépenses BTP des collectivités territoriales par habitant s'avèrent inférieures à 500€ dans les départements de l'Aisne (477€) et du Pas-de-Calais (486€). Affichant des investissements moyens plus que doublés, quatre départements dépassent les 1000€ par habitant : les Hautes-Alpes (1 047€), la Savoie (1 051€), la Lozère (1 152€) ainsi que la Corse-du-Sud (1 469€). Plus généralement, on retrouve 54 départements avec une moyenne inférieure à 650€ par habitant, 31 départements entre 650€ et 800€ par habitant et 11 départements au-dessus des 800€.

Les départements des zones montagneuses tendent à avoir des dépenses par habitant plus élevées, notamment dans les Alpes, le sud du Massif central et en Corse.

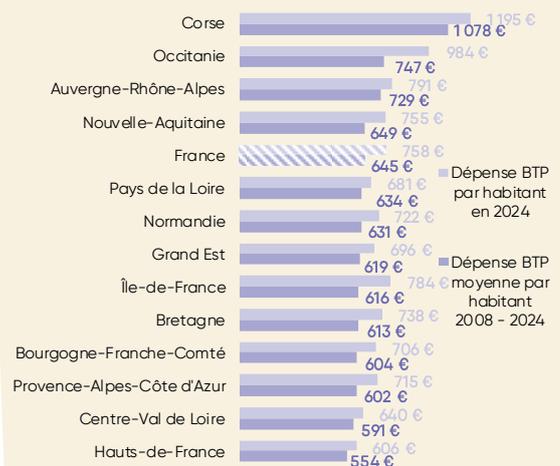
758 €

De dépenses BTP des collectivités territoriales par habitant en 2024

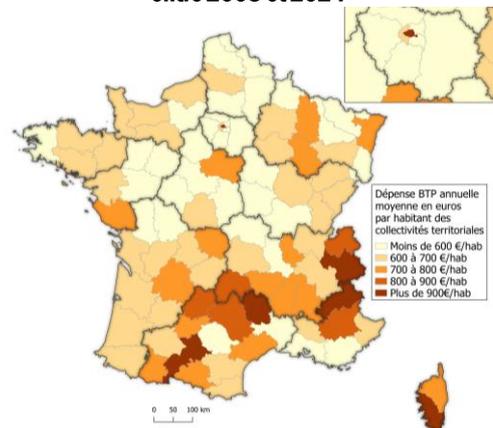
Évolution des dépenses BTP par habitant



Montant annuel moyen des dépenses BTP par hab. des coll. terr. entre 2008 et 2024



Dépenses BTP annuelles moy. par hab. des coll. terr. entre 2008 et 2024



Traitements : Réseau des CERC/GIE Réseau des CERC | Sources : DGFiP & INSEE

Réalisation GIE Réseau des CERC

PRÉVISIONS DE DÉPENSES 2025

84,4 milliards d'euros d'investissement BTP sont prévus en 2025 par les collectivités territoriales, en hausse de 1,5%



Une 5^{ème} année de hausse consécutive des prévisions de dépenses

Les prévisions de dépenses BTP établissent un nouveau record pour 2025 : 84,4 milliards d'euros. Elles progressent chaque année depuis 2020, soit cinq exercices consécutifs. Cependant, les hausses se révèlent moins marquées depuis 2023.

Le taux de réalisation, qui était tombé à un niveau planché inférieur à 60% entre 2021 et 2023, repart à la hausse pour atteindre 62,4% en 2024. Malgré un niveau de prévision élevé, il s'agit du taux de réalisation le plus haut depuis 2015. Il se situe en outre proche de la moyenne historique.

Au regard de la baisse de la construction neuve constatée avec les données Sitadel, la hausse des prévisions pourrait concerner plus particulièrement l'entretien-rénovation.

Investissements de la Société des Grands Projets

Aux 84,4 milliards d'euros de dépenses BTP prévues pour 2025 par les collectivités territoriales en France, s'ajoutent celles liées au Grand Paris. Elles sont portées par des opérateurs tels que la Société des Grands Projets, établissement public à caractère industriel et commercial, dont le budget 2024 est estimé à 5,4 milliards d'euros.

Communes et groupements à fiscalité propre en tête de pont pour la hausse des prévisions

Comme pour les réalisations 2024, l'augmentation des dépenses prévues en 2025 se révèle portée par les communes (+3,2%) et les groupements à fiscalité propre (+3,0%). Les départements témoignent d'une baisse sensible : -5,9%, les régions se limitent à -1,5%. Pour être complet, les syndicats voient leurs prévisions demeurer relativement stables en 2025.

Des dynamiques différentes pour des prévisions d'un montant record dans le Bâtiment et les Travaux Publics

Les prévisions de dépenses des collectivités territoriales pour des travaux de Bâtiment poursuivent leur hausse régulière. En 2025, 42,6 milliards d'euros de travaux sont prévus, établissant un nouveau maximum historique. Le taux de réalisation, qui était resté relativement stable autour des 57% ces dernières années (2021 à 2023), remonte à 60,2% pour 2024.

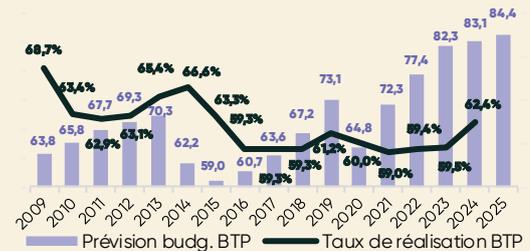
La hausse des prévisions se révèle nettement moins marquée dans les Travaux Publics. Plus précisément, les montants se révèlent plutôt stables depuis 2023 : 41,2 milliards d'euros en 2023, puis 41,5 milliards l'année passée et 41,7 milliards cette année. Plus élevé généralement que dans le Bâtiment, le taux de réalisation progresse régulièrement depuis le point bas de 2020. Il était alors de 60,6%, en 2024, il se dessine à 64,6%.

Une simulation 2025 laissant présager une deuxième année consécutive au-delà des 50 milliards d'euros

En simulant le réalisé 2025 à partir des prévisions 2025 et du taux de réalisation 2024, les dépenses Bâtiment se chiffreraient à 25,7 milliards d'euros et les dépenses Travaux Publics à 27 milliards d'euros. Au total, les investissements BTP pourraient atteindre 52,6 milliards d'euros.

Traitements : Réseau des CERC | Sources : DGFIP & INSEE

Évolution des prévisions budgétaires BTP des collectivités territoriales...



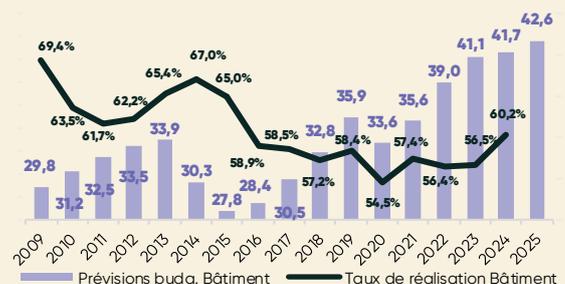
Unité : Milliards € courants TTC

Plus spécifiquement en 2025 :



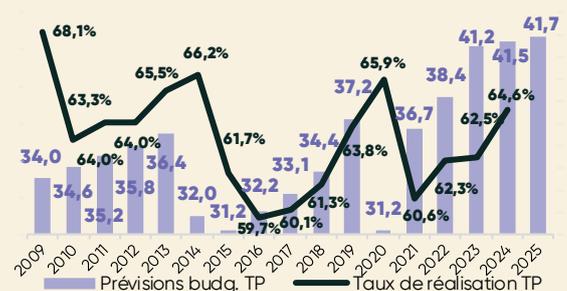
Unité : % d'évolution prévisions 2025 / prévisions 2024

...Focus Bâtiment :



Unité : Milliards € courants TTC

...Focus Travaux Publics :



Unité : Milliards € courants TTC

PRÉVISIONS DE DÉPENSES 2025

Des divergences émergent dans les régions concernant les évolutions des prévisions en 2025. Les replis se révèlent contenus, particulièrement pour le Bâtiment.

Dans les régions, pas de tendance globale en 2025

En analysant les prévisions à l'échelle régionale, aucune tendance globale ne se dessine. En dehors de la Corse, les prévisions des collectivités territoriales s'avèrent en hausse dans six régions, en recul dans trois et relativement stables (variations de 0,3% ou moins) dans les trois dernières.

Dans le détail, des hausses plus nettes sont enregistrées en Centre-Val de Loire (+4,6%), en Auvergne-Rhône-Alpes (+3,8%) et dans une moindre mesure dans les Hauts-de-France (+2,5%). Seules deux régions affichent un repli de leurs prévisions dépassant les 1% : Nouvelle-Aquitaine à -1,5% et Provence-Alpes-Côte d'Azur à -1,3%. Parmi les régions demeurant stables, l'Île-de-France et l'Occitanie affichent des évolutions de leurs prévisions de respectivement +0,2% et -0,1%.

En complément, l'une des hausses les plus importantes l'année dernière concernait déjà la région Auvergne-Rhône-Alpes (+5,4%).

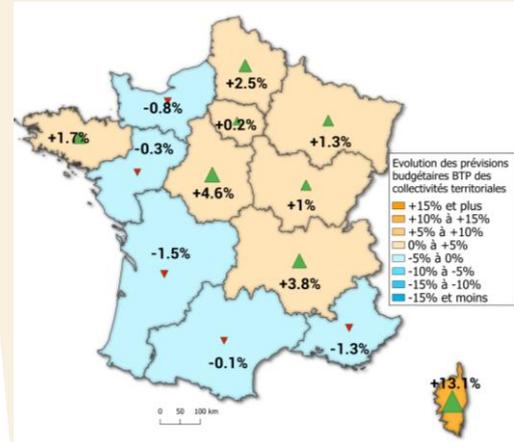
La hausse des prévisions de dépenses Bâtiment est quasiment généralisée dans les régions contrairement aux prévisions pour les Travaux Publics

Bien que la dynamique nationale soit à une hausse des prévisions pour le Bâtiment et les Travaux Publics en 2025, seules quatre régions (hors Corse) témoignent d'une hausse simultanée sur les deux segments constituant le marché : Centre-Val de

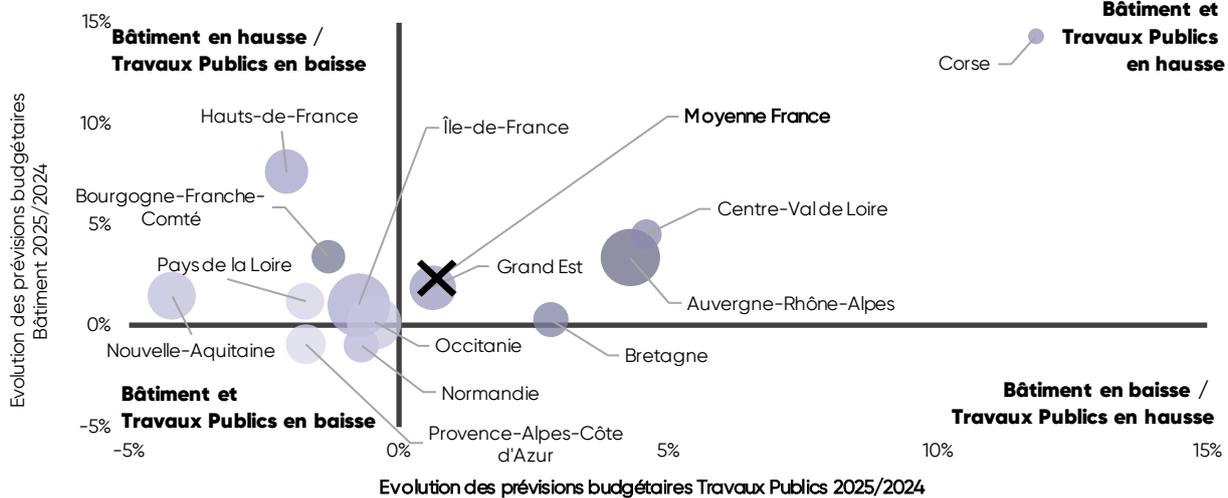
Loire, Auvergne-Rhône-Alpes, Grand Est et Bretagne. De nombreuses régions affichent une baisse des prévisions pour les Travaux Publics : huit au total, avec un minimum atteint en Nouvelle-Aquitaine (-4,2%). Côté Bâtiment, seules deux régions se révèlent

en recul, Normandie et Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui constituent également les deux seules régions en repli sur les deux segments pour les prévisions 2025.

Évolutions régionales des prévisions budgétaires BTP 2025 / 2024 des collectivités territoriales



Réalisation GIE Réseau des CERC



Traitements : Réseau des CERC | Sources : DGFIP & INSEE

En volume, les prévisions s'avèrent relativement stables depuis 2021

En corrigeant de l'inflation le montant des prévisions, il s'avère que celles-ci progressent de 0,4% uniquement entre 2025 et 2024, et demeurent plus généralement assez stables au cours des trois dernières années.

En termes de méthodologie, le déflateur utilisé est la moyenne des index BT 01 (Bâtiment) et TP 01 (Travaux Publics), de janvier à juin, pondérée selon le poids relatif de chaque segment dans les prévisions 2025. La base a été fixée à 100 pour 2010. À la lecture, les valeurs n'ont pas de sens intrinsèque mais doivent être interprétées uniquement en évolution ou comparaison.

Évolution des prévisions BTP des collectivités territoriales en volume

Déflateur utilisé : moyenne des indices BT 01 et TP 01 de janvier à juin, base 100 en 2010



■ Base 100 en 2010

Retrouvez les analyses régionales auprès des CERC - Coordonnées en page 8

Retrouvez les publications régionales des CERC...

CERC Auvergne-Rhône-Alpes

contact@cercara.fr
www.cercara.fr

CERC Ile-de-France

cerc-idf@cerc-idf.fr
www.cercidf.fr

CERC Bourgogne-Franche-Comté

cercbfc@gmail.com
www.cerc-bfc.fr

CERC La Réunion

cerbtp@i-carre.net
www.btp-reunion.net

CERC Bretagne

contact@institut-veia.fr
www.institut-veia.fr

CERC Martinique

contact@cerc-martinique.fr
www.cerc-martinique.fr

CERC Centre-Val de Loire

cerbtpcentre@gmail.com
www.cerc-centrevaldeloire.fr

CERC Normandie

contact@cerc-normandie.fr
www.cerc-normandie.fr

CERC Grand Est

contact.cerc@i-carre.net
www.cerc-grandest.net

CERC Nouvelle-Aquitaine

nouvelle-aquitaine@cerc-na.fr
www.cerc-na.fr

CERC Guadeloupe

contact@cerc-guadeloupe.fr
www.cerc-guadeloupe.fr

CERC Occitanie

stephanie.fourcade@i-carre.net
www.cercoccitanie.fr

CERC Guyane

contact@cercguyane.gf
www.cercguyane.gf

CERC Pays de la Loire

contact@cerc-paysdelaloire.fr
www.cerc-paysdelaloire.fr

CERC Hauts-de-France

cerc.hauts-de-france@i-carre.net
www.cerc-hautsdefrance.fr

CERC Provence-Alpes-Côte d'Azur

cerc.paca@i-carre.net
www.cerc-paca.fr

Méthodologie

Cette plaquette a été réalisée sur la base des travaux du Réseau des CERC effectués à partir des données comptables transmises par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) du Ministère de l'économie et des finances, regroupant l'ensemble des budgets principaux et des budgets annexes des collectivités territoriales françaises (régions, départements, communes, syndicats) et des établissements publics de coopération intercommunale ; les départements-régions d'outre-mer sont également inclus. Les EPIC, tels que la Société du Grand Paris, ne sont pas compris.

Les dépenses BTP des collectivités territoriales réalisées au cours de l'année 2024 sont évaluées à partir des données d'exécution budgétaire 2024 centralisées au 31 mai 2025 par la DGFIP.

Les dépenses prévisionnelles BTP 2025 sont évaluées à partir des budgets

prévisionnels centralisés au 31 mai 2025 par la DGFIP. Les chiffres correspondants incluent donc non seulement les budgets primitifs mais aussi toutes les décisions modificatives votées jusqu'en mai 2025. Ces prévisions budgétaires ne constituent pas une estimation du montant global des travaux qui seront effectivement réalisés au cours de l'année 2025. D'autres décisions modificatives peuvent être votées en cours d'année, et surtout la réalisation de certains travaux peut s'étendre sur plusieurs exercices, être reportée ou annulée.

Les données couvrent l'ensemble des comptes budgétaires relatifs aux dépenses directes d'équipement et d'entretien de bâtiment et de travaux publics. Elles sont agrégées selon des règles élaborées conjointement entre les services compétents du Ministère et le Réseau des CERC. Lorsque l'intitulé d'un compte

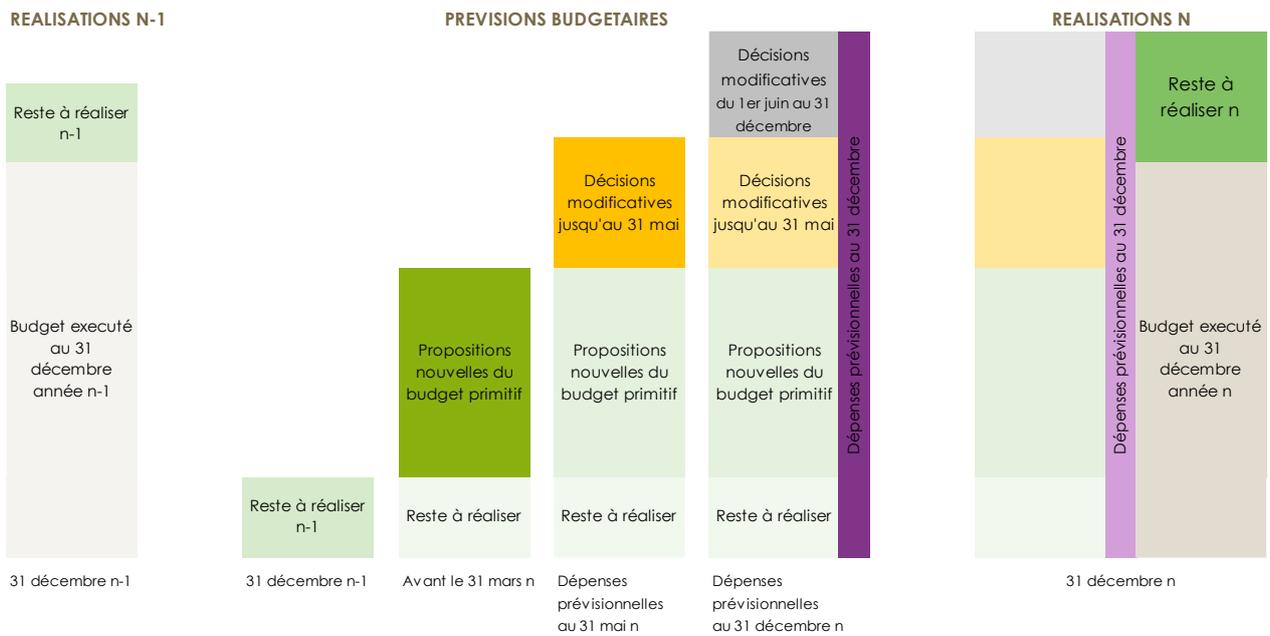
n'était pas suffisamment explicite, des coefficients ont été appliqués de façon à répartir les dépenses correspondantes entre Bâtiment et Travaux Publics.

Seules les dépenses en maîtrise d'ouvrage directe sont considérées. De ce fait, l'effort des régions et départements en faveur de l'activité BTP est sous-estimé puisque ne sont pas pris en compte les montants des subventions d'équipement versées par ces collectivités à d'autres entités (leur prise en compte aurait généré des doubles comptes dans l'estimation globale des montants des dépenses régionales).

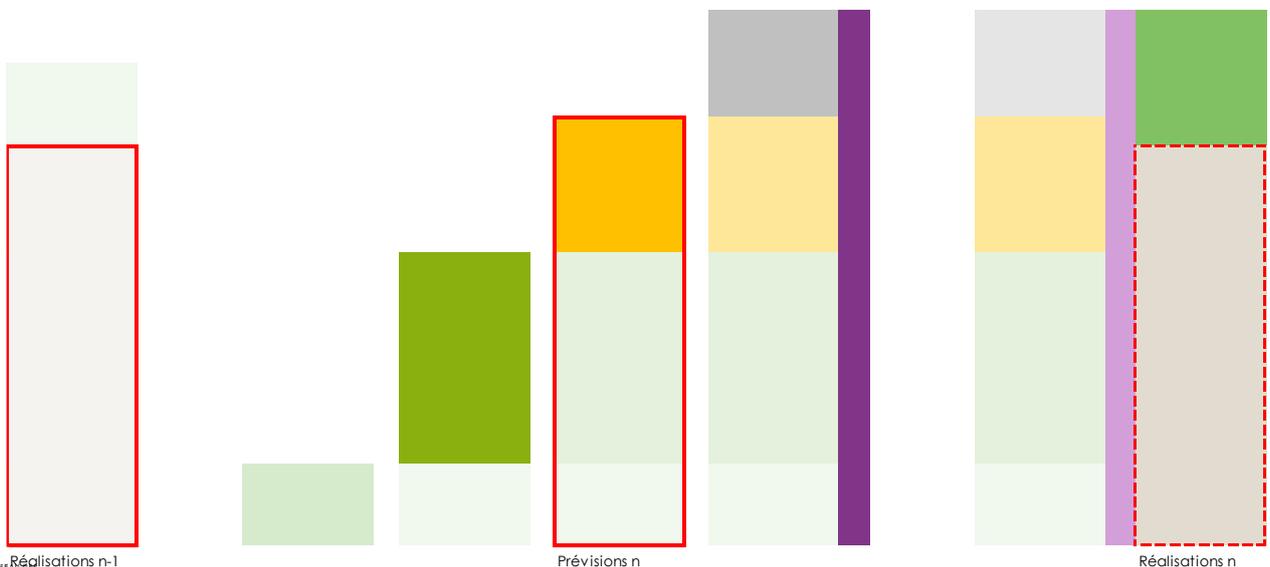
Les dépenses par habitant sont calculées grâce aux populations municipales légales en vigueur établies par l'INSEE au 1er janvier 2024.

Tous les montants financiers sont exprimés toutes taxes comprises en euros courants.

SCHEMA SIMPLIFIE DU FONCTIONNEMENT BUDGETAIRE D'UNE COLLECTIVITE



DONNEES DGFIP EXPLOITEES



Avec le concours des membres du GIE Réseau des CERC



Avec le concours du Réseau des CERC

CERC Auvergne-Rhône-Alpes
contact@cercara.fr
www.cercara.fr

CERC Grand Est
contact.cerc@i-carre.net
www.cerc-grandest.net

CERC Ile-de-France
cerc-idf@cerc-idf.fr
www.cercidf.fr

CERC Nouvelle-Aquitaine
nouvelle-aquitaine@cerc-na.fr
www.cerc-na.fr

CERC Bourgogne-Franche-Comté
cercbfc@gmail.com
www.cerc-bfc.fr

CERC Guadeloupe
contact@cerc-guadeloupe.fr
www.cerc-guadeloupe.fr

CERC La Réunion
cerbtp@i-carre.net
www.btp-reunion.net

CERC Occitanie
stephanie.fourcade@i-carre.net
www.cercoccitanie.fr

CERC Bretagne
contact@institut-veia.fr
www.institut-veia.fr

CERC Guyane
contact@cercguyane.gf
www.cercguyane.gf

CERC Martinique
contact@cerc-martinique.fr
www.cerc-martinique.fr

CERC Pays de la Loire
contact@cerc-paysdelaloire.fr
www.cerc-paysdelaloire.fr

CERC Centre-Val de Loire
cerbtpcentre@gmail.com
www.cerc-centrevalde Loire.fr

CERC Hauts-de-France
cerc.hauts-de-france@i-carre.net
www.cerc-hautsdefrance.fr

CERC Normandie
contact@cerc-normandie.fr
www.cerc-normandie.fr

CERC Provence-Alpes-Côte d'Azur
cerc.paca@i-carre.net
www.cerc-paca.fr

Laurence HERBEAUX, Directrice
Aymeric BAILLY, Chargé d'études
Marion MARTIN, Assistante de direction

Tél. : 04-72-61-06-34 | Mail : gie-cerc@orange.fr
Site national : www.cerc-actu.com | Suivez-nous @GieReseauCerc



GIE RÉSEAU DES
CERC
— FILIÈRE CONSTRUCTION —
Mesurer. Anticiper.